

P.2 L'ITALIE

P.3 MOINS DE CROISSANCE, MAIS DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

P.4 MAPPING CONTROL CES NOUVEAUX CONDUCTEURS ET LEURS DRÔLES DE MACHINES...

FICHE POUR UNE PRÉSENCE DURABLE DES PME ET ETI À L'EXPORT

POINT DE VUE Les start-up fleurissent en France, mais la suite est plus difficile

Les Français sont créatifs, et ce n'est pas un cocorico cocardier de le dire. « J'ai l'impression de voir la Silicon Valley en France », a pu affirmer l'automne dernier John Chambers, le fondateur du géant de l'informatique Cisco. Paris est la deuxième ville européenne, derrière Londres, avec pas moins de 3 000 start-up dans les filières technologiques, autour d'Internet et des sciences de la santé principalement. Nos régions ne sont pas en reste ; quelque 4 000 « jeunes pousses » – le terme français – fleurissent sur tout le territoire, selon l'observatoire MyFrenchStartUp.

Pourtant cette effervescence à la naissance ne se retrouve pas à l'adolescence. Ainsi la France a-t-elle été l'an dernier championne d'Europe pour les levées de fonds de capital-risque à l'amorçage des « jeunes pousses ». Mais notre pays n'arrive qu'au cinquième rang européen pour les « licornes », les start-up valorisées à plus de 1 milliard de dollars.

Les exemples pullulent de rachats précoces par des groupes étrangers, avant que leur fondateur ait pleinement pris son envol. Voici trois cas emblématiques, rien qu'en 2015 : l'Américain Facebook a racheté Wit.ai, spécialiste dans la commande vocale ; le Finlandais Nokia a repris les montres connectées Withings ; le Japonais Softbank a mis la main sur Aldebaran et son robot Nao. Les Français ont des idées mais pas de suite dans les idées ? Contrairement à la légende d'un pays de fonctionnaires, les élèves de grandes écoles ont de plus en plus envie de prendre des risques. En dix ans, le nombre de créations d'entreprise par des moins de 25 ans a triplé, dépassant 125 000 l'an. « La France est devenue un paradis pour les créateurs d'entreprise », ne cesse de répéter

Xavier Niel. Le patron de Free fait allusion aux deux atouts maîtres que sont le crédit d'impôt recherche (CIR), le système fiscal le plus incitatif de l'OCDE pour la recherche, et d'autre part le dispositif Jeunes entreprises innovantes. Grâce à quoi les firmes de moins de huit ans bénéficient d'exonérations fiscales et sociales considérables. Par ailleurs les fonds de capital investissement sont abondants et la mission « French Tech » – mélange d'argent public et de solidarité de place – offre une visibilité mondiale pour les entrepreneurs tricolores.

Pourtant un plafond de verre semble empêcher les meilleures volontés de passer à la vitesse supérieure et de rester dans le giron national. Les Blablacar, Dailymotion et autre Criteo, qui ont su lever des centaines de millions d'euros d'argent frais, apparaissent comme les exceptions à la règle. L'explication s'articule en trois thèmes : instabilité réglementaire, fiscalité, dialogue entre grands groupes et PME.

Outre la complexité des procédures administratives, leur instabilité déroute : les pouvoirs publics privilégient les mesures « exceptionnelles », tel le suramortissement, alors que les professionnels ont besoin de visibilité. Les impôts sur le capital, les plus élevés de l'OCDE, constituent un boulet dans la compétition internationale. Quant aux points de passage entre grands groupes et PME, ils restent insuffisants même si la plupart des entreprises du CAC 40 ont aujourd'hui des structures dédiées. C'est dans ces trois directions qu'il faut agir pour que l'écosystème français de l'entrepreneuriat devienne performant.

Jean-Pierre Robin,
rédacteur en chef, *Le Figaro Économie*

Troisième économie européenne, située au cœur de la Méditerranée, l'Italie occupe une position stratégique et dispose d'atouts importants pour les entreprises en développement.

L'économie italienne entame sa deuxième année de croissance après trois années de profonde récession. La croissance de la consommation privée est désormais en route depuis deux ans et demi, soutenue par la progressive amélioration du marché du travail et, plus tardivement, par la baisse des prix. Les ménages historiquement moins endettés qu'en France et avec un patrimoine parmi les plus élevés en Europe (6,3 fois le PIB) se sont encore désendettés au cours des dernières années. Le patrimoine a certes baissé du fait de l'ajustement des prix immobiliers, mais le marché résidentiel se redresse depuis 2014 et une première stabilisation des prix est prévue cette année.

Les entreprises se redressent

Les entreprises ont souffert de la crise en particulier de la crise de liquidité. Aujourd'hui, les défaillances et surtout les fermetures d'entreprises viables, mais incapables de s'autofinancer, ont pris fin. Les marges se redressent et les entreprises ont nettement amélioré leur autofinancement. La crise a aussi permis de renforcer la performance à l'exportation des entreprises italiennes qui ont dû trouver de nouveaux débouchés pendant les années de faiblesse du marché domestique.

La reprise a pu bénéficier aussi d'un vent de confiance qui a fait son retour dans la péninsule. La stabilité politique garantie par le gouvernement Renzi et son rythme effréné de réformes ont été salués positivement par les investisseurs et par les différentes institutions internationales. Citons notamment l'allègement du processus législatif, la réforme électorale pour instaurer un système proportionnel plus stable (avec forte prime de majorité) et la réforme de la justice civile pour désengorger les tribunaux. L'économie a aussi profité de la vague réformatrice avec une réforme du marché du travail portée en exemple en Europe et la réforme du système de paiement des administrations qui a permis de réduire l'important stock d'impayés et de redonner de l'oxygène aux fournisseurs.

Investir en Italie

L'Italie, c'est un marché domestique conséquent, des habitudes culturelles proches, des normes similaires, un pouvoir d'achat certain, un tissu industriel important, etc. Les entreprises françaises sont particulièrement bien implantées dans le commerce de détail, que ce soit la grande distribution (Carrefour, Leclerc, Auchan) ou la distribution spécialisée, notamment textile (Decathlon, Petit Bateau, Camaïeu, etc.).

Le tissu industriel important de l'Italie et sa capacité à exporter offrent également des opportunités pour les entreprises françaises dans des secteurs d'activité comme la mécanique (sous-traitance, partenariats).

La France est ainsi le premier investisseur étranger en Italie.

Le Crédit Agricole en Italie

Il intervient au travers de Gruppo Cariparma Crédit Agricole (GCCA), septième banque en Italie par la taille, avec près de 900 agences. Grâce au modèle de banque universelle de proximité et à son offre diversifiée au profit des clients particuliers, entreprises, agri-agro, il fait partie des plus grands groupes bancaires et financiers d'Italie (12 000 collaborateurs et plus de 3,5 millions de clients). Tous les métiers du Crédit Agricole sont représentés : la banque de proximité, le crédit à la consommation (Agos), la BFI (Crédit Agricole CIB) et la gestion d'actifs (Amundi) constituent le noyau dur des activités. On y retrouve également les activités de leasing et de factoring, avec CA Leasing Italie et Eurofactor... Fort de ses atouts, le Groupe Crédit Agricole se concentre sur les objectifs de développement affirmés dans le PMT « ambitions 2020 » et faire croître en Italie, son second marché domestique, les synergies Groupe au profit de ses clients.

CHIFFRES CLÉS

POPULATION :
60,4 MILLIONS
fin 2015

PIB PAR HABITANT :
26 908 EUROS

CROISSANCE PRÉVISIONNELLE DU PIB : +1 % EN 2016 ET +1 % EN 2017 (PRÉVISION CASA)

INFLATION : 0,1 % (PRÉVISION 2016)

COFACE : RATING PAYS B

Sophie Collot,

*Banque de Proximité à l'International, Crédit Agricole SA
avec Paola Monperrus-Veroni,
direction des Études économiques, Crédit Agricole SA*

ÉCONOMIE Chine : moins de croissance, mais de nouvelles opportunités

3

Des pressions baissières de toutes parts. C'était l'an passé. 2015 a été une année assez difficile pour l'économie chinoise. Les bourses de Shanghai et de Shenzhen ont toutes deux perdu 45 % entre leurs plus hauts de juin et leurs plus bas de septembre. Le yuan s'est déprécié de presque 4,5 % contre le dollar. Les réserves de change ont diminué de 513 Md USD, soit d'un peu plus d'un huitième. Et la croissance du PIB a ralenti à 6,9 % (comparé à 7,3 % en 2014), c'est-à-dire à un plus bas depuis 1990.

Une période d'apaisement

Il y a du mieux depuis. Pas les premières semaines de 2016 durant lesquelles les sorties de capitaux sont demeurées massives et les tensions sur les marchés chinois vives. Mais après, et jusqu'à ce début juin. Puis le PIB a progressé de 6,7 % au premier trimestre, lorsque l'investissement et l'industrie manufacturière ont montré des signes de stabilisation et le secteur de l'immobilier a fait montre d'un surprenant rebond.

De quoi être rassuré ? Les dirigeants chinois ont certes fait des efforts pour mieux communiquer au cours des derniers mois, en particulier sur la politique de change. Mais la diminution des sorties de capitaux et le retour au calme sur les bourses chinoises et sur le yuan restent relatifs et précaires pour le moment. D'autant que ces mouvements s'inscrivent aussi dans un contexte global de moindre aversion au risque émergent ; que cette dernière reparte à la hausse (en raison d'un resserrement de la politique monétaire de la Fed plus marqué/rapide que prévu et, plus généralement, de tout événement externe non ou mal anticipé conduisant les investisseurs internationaux à se repositionner sur des actifs jugés sûrs ou sans risque), et ils pourraient s'inverser.

Problèmes d'endettement

Quant à la bonne tenue de la croissance, elle est en large partie la résultante d'une politique budgétaire expansionniste, d'une politique monétaire accommodante et, in fine, d'une hausse de l'endettement domestique, pourtant déjà très lourd (210 % du PIB hors dette du gouvernement central). Bref, la quantité au détriment de la qualité. Et cette question, est-ce une dynamique soutenable ? Car cette dette soulève deux risques bien réels. Celui de défauts répétés et/ou suffisamment importants pour fragiliser le système bancaire et provoquer une chute brutale de la croissance (*hard landing*). Et avec une probabilité plus élevée, celui d'un ralentissement durable et marqué de l'économie chinoise ; tout endettement non seulement a un coût croissant avec son niveau et pèse d'autant sur l'activité économique, mais encore ne peut augmenter indéfiniment.

Vers moins de croissance...

Dans tous les cas, l'économie chinoise va continuer de ralentir. À court comme à moyen terme. Plusieurs raisons à cela. D'abord, le modèle de croissance actuel de la Chine est à bout de souffle : surendettement (comme déjà vu), surcapacités de production (charbon, alliages ferreux, métaux non-ferreux, acier, matériaux de construction, construction navale...), hausse des coûts de production et perte de compétitivité, pollution, inégalités. Ensuite, l'économie transite (en conséquence) vers un nouveau modèle où la consommation et les services sont amenés à jouer un rôle croissant, donc vers un modèle doublement moins à même de générer des gains de productivité ou autrement dit de la croissance. De plus, cette transition nécessite d'importantes réformes (financières, fiscales, institutionnelles...) et que les obstacles à surmonter pour progresser dans cette voie sont de taille ; le besoin de laisser plus de place aux forces du marché suppose, par exemple, une perte de contrôle direct de l'État sur le cycle économique et, surtout, plus de transparence et de libre circulation de l'information, ou autrement dit la remise en question de deux piliers sur lesquels reposent la légitimité et le pouvoir du Parti communiste chinois. Enfin, la Chine fait face au vieillissement de sa population (susceptible de peser sur la croissance *via* notamment la diminution de la main d'œuvre disponible et la baisse du taux d'épargne).

... et de nouvelles opportunités

Il ne faut pas non plus dramatiser. Si un scénario adverse (notamment de *hard landing*) ne peut pas être exclu, le Crédit Agricole anticipe pour le moment un ralentissement graduel et sous contrôle (de Pékin) ; la croissance est attendue à 6,5 % cette année et l'an prochain. L'économie chinoise reste dynamique et créative. La Chine de demain est déjà visible dans les villes de rang (Pékin, Shanghai, Shenzhen) et des opportunités sont d'ores et déjà à saisir, dans les NTIC, la distribution, l'e-commerce et la logistique, le tourisme, les sports et loisirs, l'économie grise...

Sylvain Laclias,

économiste / Asie (hors Japon)

Études économiques Groupe

RENCONTRE Mapping Control

Ces nouveaux conducteurs et leurs drôles de machines...

Peut-on aider l'entreprise à optimiser la gestion de son parc automobile ? Peut-on aider le conducteur à améliorer sa conduite ? Peut-on aller au-delà de l'information basique « révision tous les 15 000 kilomètres », et mieux coller à la réalité du moteur ? À ces questions et à bien d'autres, Mapping Control propose des solutions innovantes. Daniel Vassallucci, son président, nous les explique.

Quel est le savoir faire de votre entreprise ?

Daniel Vassallucci. Nous sommes spécialistes du véhicule connecté. J'ai créé cette entreprise il y a dix ans sur une idée simple : comment compresser les coûts d'une entreprise disposant d'une flotte de véhicules ? La possibilité de connecter les véhicules permet de collecter des informations exploitables, d'anticiper et de réagir. Nos analyses s'appliquent aux aspects financiers et techniques. Notre savoir faire est double : la conception de cet outil connectique embarquée et l'analyse des données recueillies.

En quoi ce système est-il source d'économies ?

D.V. Tout le monde connaît maintenant ce système de leasing qui permet d'avoir une voiture sans l'acheter mais en payant chaque mois un loyer fixé par contrat. Les entreprises ont massivement recours à ce système. Seulement le contrat de longue durée repose sur une estimation de kilométrage. Si le véhicule est moins utilisé : tant pis. S'il l'est plus, le supplément à payer est très important. Beaucoup d'entreprises sont amenées à payer 20 à 30 % de plus que ce qui était prévu. Grâce à notre système, les différences pour elles, en plus ou en moins, se constatent immédiatement et un avenant au contrat

immédiatement négociable. Il y a d'autres exploitations : une voiture de fonction, c'est un avantage en nature qui implique des charges sociales pour l'entreprise et de l'IR pour le salarié. Le calcul au forfait est coûteux pour les deux parties. Nos systèmes permettent de fournir des données précises sur l'utilisation privée et professionnelle du véhicule. L'économie qui en résulte pour les deux parties tourne autour de 40 %.

Proposez vous d'autres usages de la connectique embarquée ?

D.V. Elle peut s'appliquer au style de conduite ce qui permet au conducteur de s'évaluer lui-même et d'économiser de l'essence s'il adopte une conduite plus souple. C'est encore plus intéressant pour les jeunes conducteurs car ils voient leur prime d'assurance diminuer considérablement s'ils adoptent notre système. Jusqu'à moins 50 % chez certaines compagnies ! Très appréciable à cette période de la vie ! Il y a également la possibilité de recevoir sur son smartphone la quantité de rejet de CO₂ par son véhicule en fonction de sa conduite ! Les usages ne cessent de se multiplier et tous concourent à changer le comportement des conducteurs qui se sentent plus responsables, en ayant une information concrète en temps réel.

CHIFFRES CLÉS

EFFECTIFS : 60 PERSONNES
DONT 12 EN R & D , 40 EN
FRANCE, 20 À L'ÉTRANGER

CA : IL A TRIPLE EN 3 ANS !

WWW.MAPPINGCONTROL.COM

Cela s'exporte-t-il ?

D.V. Très bien ! Nous avons créé une filiale en Espagne et une au Maroc ; nous avons un contrat de licence en Suisse, nous nous développons en Pologne par une opération de croissance externe. Nous travaillons sur des projets très concrets au Mexique et en Colombie – dans des pays où les taux d'acquisition de voiture sont en croissance.

Que vous apporte le Crédit Agricole ?

D.V. Le Crédit Agricole Alpes Provence nous accompagne à tous les niveaux. Nous apprécions autant sa grande réactivité que la qualité du conseil et l'appui à l'étranger pour faciliter notre implantation bancaire. Au Maroc, cela s'est avéré essentiel. Bien évidemment le département international nous accompagne pour la gestion de flux financiers et celle des transactions. Son partenaire Altios nous aide pour anticiper nos développements à l'étranger. Bref nous avons là un service très complet !

CRÉDIT
AGRICOLE
INTERNATIONAL

CRÉDIT AGRICOLE
INTERNATIONAL est édité
trimestriellement par le GIE
GECAM - Fédération nationale
du Crédit Agricole,
48 rue La Boétie, 75008 Paris,
tél. 01 49 53 44 05

Directeur de la publication
Alban Aucoin

Rédacteur en chef
Jean Salati

Comité éditorial
H. Barthelemy, CR Aquitaine ;
C. Eydoux, CA CIB ; A. Hemery,
CR du Finistère ; M.-L. Madelin,
CA sa ; C. Ollivier, CR PCA ;
C. Planque, CR Nord de France ;
N. Renaut, CA sa ; C. Renoux,
CA CIB ; P. Staehly, CR
Alsace Vosges ; J. Tual, CR
Alpes Provence ; B. Broca,
Paragramme

Réalisation et direction
technique

Paragramme

Impression

I & D - Dépôt légal :
juillet 2016

Abonnements

Caisses régionales
de Crédit Agricole.